

1352/1909

* QDD 18

Pour M. Lury



MEMOIRE CONFIDENTIEL AYANT RAPPORT A L'INTERET
 QUE LE GOUVERNEMENT ANGLAIS,
 A PRIS A L'INDEPENDANCE DE NEUFCHATEL
 DEPUIS LE REGNE DE GUILLAUME III.

EN 1698.

Vers la fin du 17^{me}. siècle, la maison d'Orléans Longueville étoit sur le point de s'éteindre apres avoir régné pendant deux siècles sur Neuchâtel. Sous cette dynastie françoise, les rois et les parlemens françois avoient tenté plus d'une fois d'intervenir dans les rapports intérieurs de la principauté. Un grand nombre de princes et de seigneurs françois se dispoient à réclamer la succession. Le plus puissant d'entré eux, le prince de Conti, venoit d'être obligé par Louis XIV. de lui céder sa principauté d'Orange, protestante comme Neuchâtel. Si la souverainete avoit été adjugée à l'un ou l'autre de ces prétendans, Neuchâtel étoit menacé du même sort, ou tout au moins ses libertés civiles et religieuses auroient été gravement compromises.

Un magistrat Neuchâtelois d'un mérite distingué, le chancelier de Montmollin, qui vivoit alors loin des affaires, dans la disgrâce de sa souveraine, fit remettre à Guillaume III., Roi d'Angleterre, un mémoire dans lequel il

R004146965

dévelopoit les droits de ce Prince à la succession de Neuchâtel. Cette ouverture fut favorablement accueillie; Guillaume déclara ses prétentions au congrès de Ryswick et fit comprendre dans le traité la ville et le pays de Neuchâtel. Si la descendance de Guillaume III. s'étoit perpétuée jusqu'à nos jours, Neuchâtel seroit aujourd'hui une dépendance de la couronne d'Angleterre. comme il l'est de la couronne de Prusse.

Mais il ne vécut pas jusqu'à l'ouverture de la succession. Frederick I. Roi de Prusse, étoit par sa mère l'héritier de cette branche de la maison de Nassau, et Guillaume avoit confirmé par son testament ses droits sur Neuchâtel. La Duchesse de Nemours, dernier rejeton des Longueville, mourut en 1707. L'Angleterre et les autres puissances liguées contre Louis XIV., s'intéressèrent vivement en faveur des droits du Roi de Prusse, et l'envoyé de la Reine Anne en Suisse, M. Stanion, reçut l'ordre de se rendre à Neuchâtel pour y appuyer de tous ses efforts et de son influence les partisans du Roi de Prusse, les *orangistes*, comme on les appeloit. Le but de ces puissances étoit d'opposer une barrière à l'influence de la France dans cette partie de la Suisse; les puissances protestantes, en particulier, vouloient renforcer en Suisse le parti protestant.

A l'ouïe de la sentence qui adjudgeoit la principauté au Roi de Prusse Louis XIV. menaça de mettre ce pays à feu et à sang et rassembla sur la frontière un corps de troupes dont le maréchal de Villars, qui commandoit alors sur le Rhin, devoit venir prendre le commandement. Le conseil d'état de Neuchâtel fit prendre les armes à toutes les milices et reçut de Berne un secours de troupes. Depuis que l'Alsace, la Franche-comté, et le pays de Gex, étoient devenus des possessions françoises, Berne sentoit le besoin d'avoir un état intermédiaire entre la France et lui. Il ouvrit des conférences à ce sujet avec les cantons protestans, et leurs représentations communes, jointes à une démonstration du corps d'armée Prussien qui se trouvoit alors en Piémont sous le commandement du Prince d'Anhalt, les déterminèrent à se joindre à eux pour obtenir du Roi de France de renoncer à ses desseins contre Neuchâtel. Leurs démarches, appuyées par les remontrances du maréchal de Villars et par les événemens de la guerre de succession, eurent pour résultat que la France retira ses troupes et reconnut au moins provisoirement, la neutralité de Neuchâtel. Plus tard, elle reconnut par la paix d'Utrecht la souveraineté du Roi de Prusse.

Cependant les intrigues des prétendans françois plus ou moins soutenus par leur gouvernement, ne discontinuèrent pas tout le reste du 18^{me} Siècle

jusqu'à la révolution. Les efforts du gouvernement de Neuchâtel pour obtenir que son alliance avec quatre cantons fût étendue à tous les autres, échouèrent toujours contre l'opposition des cantons catholiques excités sous main par la France. Enfin, lors du renouvellement de l'alliance entre le corps Helvétique et cette puissance, en 1777, elle refusa absolument d'y comprendre Neuchâtel ainsi que Genève et l'Evêché de Bâle.

Dans le siècle passé, la Suisse respectoit elle même sa neutralité et elle étoit respectée de tous les autres Etats. Aujourd'hui la forme centralisée de son gouvernement l'expose, quant à ses relations extérieures, aux mouvemens les plus brusques et les plus compromettans pour sa neutralité, outre que le parti qui y régne maintenant sans partage professe des tendances qui ne sont contenues que par la peur que lui font ses voisins, et menacent, à la première occasion favorable, d'éclater de la manière la plus excentrique. L'incorporation à la Suisse est donc loin d'offrir à Neuchâtel une sécurité suffisante, et les hommes d'état suisses vraiment éclairés en jugent de même, car ils estiment que l'intérêt de la Suisse est d'être séparée de la France; au moins dans cette partie de la frontière, par un Etat protégé, non seulement par la neutralité Suisse, mais par l'influence d'une grande puissance trop éloignée de la Suisse pour pouvoir lui donner ombrage. Quelques uns vont même plus loin car des militaires instruits, se fondant sur ce qui s'est passé 1798, vont jusqu'à désirer pour Neuchâtel une neutralité distincte de la neutralité Suisse. En effet, le directoire, françois avoit consenti, à cette époque, par égard pour le Roi de Prusse, à reconnoître la neutralité de Neuchâtel. Cette neutralité gênoit l'attaque et favorisoit la défense, car elle ouvroit une étendue de frontière qui n'auroit pu être défendue que par des forces triples ou quadruple de celles que Neuchâtel pouvoit mettre à la disposition de ses alliés, et elle coupoit la communication directe entre les corps de Brune et de Schauenbourg qui opéroient l'un par le Pays de Vaud et l'autre par l'Evêché de Bâle, tandis que les corps bernois qui leur étoient opposés avoient leurs communications parfaitement assurées derrière la Ligne de neutralité.

En résumé : une principauté avec le Roi de Prusse pour souverain, alliée de la Suisse et comprise dans sa neutralité, c'est ce qui convient le mieux à l'intérêt de Neuchâtel et à celui de la Suisse elle même.

Quant à la situation intérieure du pays, pour s'en faire une idée exacte, il faut supposer que les chartistes, ou toute autre faction démagogique, secondés par la débarquement d'une flotte Américaine, chassent la Reine et la famille

royale, renversent les deux Chambres du Parlement, bouleversent l'Eglise établie et toutes les corporations, et soumettent l'Empire Britannique à la domination absolue d'une assemblée unique, élu par le suffrage universel, ou tous les ouvriers des manufactures, et la populace de Londres, auroient le même droit de suffrage que le premier lord des trois royaumes. Pour compléter la ressemblance il faut encore supposer que, d'après la nouvelle constitution, un nombre d'Américains égal à la moitié de la population indigène du royaume uni, prenne part aux élections et jouisse des mêmes droits politiques que les nationaux.